

La problématique intégration des Portoricains aux États-Unis

Les Portoricains ont longtemps constitué le groupe hispanique et caribéen le plus nombreux à New York. Bien que citoyens du pays d'accueil, et malgré la constitution de réseaux de solidarité, ils ont dû affronter une situation sociale et économique particulièrement difficile, ainsi que l'hostilité d'une partie de l'opinion publique. L'auteur y voit le prolongement contemporain de stigmatisations raciales issues du colonialisme. Il montre comment les stratégies des pouvoirs publics américains peuvent expliquer des différences notables de mode d'accueil entre Portoricains, Cubains, Haïtiens, Jamaïcains. Il examine enfin les fondements des discours contradictoires articulés au nom de l'"identité portoricaine".

L'expérience de la migration portoricaine vers les États-Unis doit être comprise dans le contexte plus large des migrations caribéennes. Pour mieux comprendre ces processus migratoires, il faut dépasser non seulement les interprétations traditionnelles qui insistent soit sur l'assimilation culturelle, soit sur le pluralisme culturel, mais également les approches plus récentes qui mettent en valeur, à juste titre, le "contexte de réception" de la société d'accueil ainsi que les modes d'incorporation des migrants dans le marché du travail. Pour Alejandro Portes, Rubén Rumbaut et d'autres chercheurs, le contexte de la réception⁽¹⁾ renvoie à des variables telles que les politiques de l'État envers chaque groupe spécifique de migrants, l'opinion publique envers le groupe, la présence ou l'absence d'une communauté ethnique organisée qui facilite l'intégration socio-économique. La combinaison de ces variables détermine différents types d'incorporation dans le marché du travail.

Il importe cependant d'inclure dans la notion de "contexte de réception" une dimension stratégique rendant compte des grandes options de la politique étrangère étatsunienne, car chaque groupe doit être situé dans le contexte des rapports entre son territoire d'origine et les États-Unis⁽²⁾. Par exemple, la relation a-t-elle comporté historiquement des interventions militaires directes, ou bien l'État en question est-il d'une importance secondaire pour Washington ? Ce facteur exerce une influence 1- sur les origines de classe et sur les niveaux scolaires des migrants ; 2- sur les politiques d'incorporation de chaque groupe ; 3- sur les perceptions de ces migrants par l'opinion publique. Ces trois facteurs affectent, à leur tour, les modes d'incorporation dans le marché du travail.

La composition ethnoraciale du groupe migrant est également cruciale pour comprendre le contexte de réception. Certains, en particulier ceux venus d'Europe, sont représentés comme "Blancs", tandis que

par
Ramón Grosfoguel,
professeur d'études
ethniques,
université de Californie,
Berkeley

1)- Alejandro Portes
et József Böröcz,
"Contemporary Immigration:
Theoretical Perspectives
on its Determinants
and Modes of Incorporation",
*International Migration
Review*, vol. 23, n° 3, 1989,
pp. 606-630 ; Alejandro
Portes et Rubén Rumbaut,
*Immigrant America:
A Portrait*, University
of California Press, Berkeley,
1990.

2)- Elizabeth Petras,
"The Global Labor Market in
the Modern World-Economy"
in Mary M. Kritz, Charles
B. Keely et Silvano M. Tomasi
(eds.), *Global Trends
in Migration: Theory and
Research on International
Population Movements*,
Center for Migration Studies,
New York, 1981.

3)- María Eugenia Estades Font, *La presencia militar de Estados Unidos en Puerto Rico: 1898-1918*, Ediciones Huracán, Porto Rico, 1988.

4)- Ramón Grosfoguel, "The Divorce of Nationalist Discourses from the Puerto Rican People", in Frances Negrón-Muntaner et Ramón Grosfoguel (eds.), *Puerto Rican Jam: Rethinking Colonialism and Nationalism*, University of Minnesota Press, 1997.

5)- Suzy Castor, *La ocupación norteamericana de Haití y sus consecuencias 1915-1934*, Siglo XXI, Mexico, 1971 ; Juan Pérez de la Riva, "Cuba y la Migración Antillana, 1930-1931", *Anuario Estadístico de Estudios Cubanos 2: la república neocolonial*, Ed. de Ciencias Sociales, La Havane, 1979 ; Nancy Foner, "Jamaican Migrants: A Comparative Analysis of the New York and London Experience", *Occasional Papers*, n° 36, Center for Latin American and Caribbean Studies, York University, 1983.

6)- Alejandro Portes and John Walton, *Labor, Class, and the International System*, Academic Press, Orlando (Floride), 1981.

7)- Ivan Light, *Ethnic Entrepreneurs in America: Business and Welfare among Chinese, Japanese, and Blacks*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1972.

d'autres sont construits comme "Noirs" (les migrants de la Caraïbe anglophone par exemple). De même, d'autres groupes, dont la composition raciale est mixte, sont pourtant "racialisés" ; c'est le cas des Portoricains et des Mexicains, entre autres.

Ne pas tenir compte du contexte historique de chaque processus migratoire et de chaque processus d'incorporation dans la société d'accueil ouvre la porte à des interprétations abusives, car stéréotypées, consistant à attribuer l'échec ou le succès d'un groupe donné à sa disposition à "travailler dur", à respecter la discipline, à être "motivé", à développer son "capital humain"...

À la fin du XIX^e siècle, les États-Unis ont affirmé un intérêt stratégique important pour la Caraïbe : la région était considérée comme indispensable pour le contrôle des circuits commerciaux en direction de l'Amérique du Sud et pour la défense du continent nord-américain⁽³⁾. Quatre des cinq pays des Grandes Antilles ont été militairement occupés par les États-Unis à partir de 1898 : Porto Rico et Cuba en 1898, la République dominicaine de 1915 à 1924, Haïti de 1915 à 1934. De telles interventions ont eu pour effet d'établir un nouveau type de relation centre-périphérie entre les États-Unis et ces anciennes colonies européennes⁽⁴⁾, et les investissements de capitaux nord-américains ont augmenté de façon exponentielle, particulièrement dans l'industrie sucrière.

Des systèmes officiels de recrutement de main-d'œuvre ont été établis dans les territoires sous contrôle militaire nord-américain : après 1900, des Portoricains ont été recrutés par les compagnies sucrières pour travailler à Hawaï, en République dominicaine et à Cuba ; des Haïtiens ont été recrutés dans les plantations de canne en République dominicaine et à Cuba ; des milliers de Barbadiens ont participé à la construction du canal de Panama⁽⁵⁾.

Un grand tournant dans l'histoire des migrations

C'est dans la période 1900-1920 qu'ont commencé les migrations de masse de travailleurs de la Caraïbe vers les États-Unis et que les premières communautés de Caribéens se sont établies sur le continent. Ce fut un grand tournant dans l'histoire des migrations : pour la première fois, des populations périphériques des Amériques se déplaçaient vers un pays industriel pour répondre aux besoins économiques de celui-ci⁽⁶⁾.

La Première Guerre mondiale a eu pour effet de réduire le flux des migrants européens vers les États-Unis et donc de favoriser le recrutement de main-d'œuvre caribéenne. Des milliers de Jamaïcains, de Portoricains et de Cubains ont été employés pour effectuer des travaux agricoles ou subalternes, dans le cadre de l'effort de guerre ; ainsi en 1920, il y avait environ 35 000 migrants de la Caraïbe anglophone dans la ville de New York⁽⁷⁾.

Pendant les vingt-cinq années suivantes (1920-1945), les flux ont diminué, en réponse notamment aux revendications des syndicats américains et suite à la Grande dépression, puis à la Seconde Guerre mondiale⁽⁸⁾. Un résultat de cette diminution fut que des “minorités internes” des États-Unis, en particulier les Noirs américains du Sud, mais aussi les Portoricains (citoyens américains depuis 1917), sont devenus la principale source de main-d’œuvre bon marché pour le complexe industriel du Nord-Est, et de New York en particulier.

La loi sur l’immigration de 1924, en limitant la migration européenne, a accéléré l’arrivée de nombreux Portoricains à New York. Tandis que les travailleurs d’origine européenne connaissaient une mobilité sociale ascendante, les emplois industriels à bas salaires, notamment dans le secteur de la confection, ont été abandonnés aux minorités racialisées. Pendant les années vingt et trente, les Afro-Américains sont devenus la principale source de main-d’œuvre bon marché de ces industries à New York, les Portoricains la deuxième, avec 30 000 arrivées dans les années vingt. Cela a engendré de notables différences de salaires entre les travailleurs blancs et les autres dans la confection : en 1929, les Portoricains et les Afro-Américains gagnaient de 8 à 13 dollars par semaine, tandis que des travailleurs européens (souvent juifs ou italiens) touchaient entre 26 et 44 dollars⁽⁹⁾.

Après 1945, la migration caribéenne s’est encore accrue, cette fois dans le contexte d’une expansion économique accompagnée d’une segmentation du marché du travail, c’est-à-dire d’une division entre un secteur oligopolistique et un secteur concurrentiel⁽¹⁰⁾. Le secteur oligopolistique était caractérisé par des relations sociales stables dans des industries fortement capitalisées (*capital intensive*), grâce notamment à des hausses de salaires rendues possibles par des hausses de productivité. Dans le secteur concurrentiel, où les industries ou services fonctionnaient avec un plus fort coefficient de main-d’œuvre (*labor intensive*), les salaires étaient nettement plus bas. Or, les migrants caribéens étaient essentiellement recrutés dans le secteur concurrentiel.

La révolution cubaine (1959) et le vote de la loi sur l’immigration de 1965, mettant fin aux quotas ethniques pour les immigrants légaux, ont entraîné une transformation majeure de la composition des migrants caribéens, puisque les réfugiés politiques cubains sont devenus majoritaires parmi ceux qui arrivaient dans les années soixante et soixante-dix.

C’est au cours de ces années que les Afro-Américains et les Portoricains furent largement remplacés par des migrants d’autres pays de la Caraïbe (République dominicaine, Jamaïque, etc.) en tant que source privilégiée de main-d’œuvre bon marché à New York, notamment après la crise économique de 1973⁽¹¹⁾. Ces pays, qui représentaient 7 % des arrivées de la Caraïbe dans les années cinquante, en fournissent 46 % dans les années soixante, 60 % dans les années soixante-dix, et 63 %

8)- Roy S. Bryce-Laporte, *Caribbean Immigrations and their Implications for the United States*, The Wilson Center, Washington DC, 1983.

9)- Robert Laurentz, “Racial/Ethnic Conflict in the New York City Garment Industry, 1933-1980”, thèse doctorale, State University of New York at Binghamton, 1980.

10)- Alejandro Portes and Robert L. Bach, *Latin Journey: Cuban and Mexican Immigrants in the United States*, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1985.

11)- Saskia Sassen, *The Mobility of Labor and Capital: A Study in International Investment and Labor Flow*, Cambridge University Press, Londres, 1988.

12)- David Bray, "Economic Development: The Middle Class and International Migration in the Dominican Republic", *International Migration Review*, vol. 18, n° 2, 1984, pp. 217-236 ; Sherri Grasmuck and Patricia Pessar, *Between Two Islands: Dominican International Migration*, University of California Press, Berkeley, 1992 ; Alex Stepick et Alejandro Portes, "Flight into Despair: A Profile of Recent Haitian Refugees in South Florida", *International Migration Review*, vol. 20, 1986, pp. 329-350 ; Nancy Foner, "West Indians in New York City and London: A Comparative Analysis", *International Migration Review*, vol. 13, n° 2, 1979, pp. 284-297 ; Alejandro Portes and Robert L. Bach, *Latin Journey*, op. cit. ; Silvia Pedraza-Bailey, *Political and Economic Migrants in America: Cubans and Mexicans*, University of Texas Press, Austin, 1985.

13)- José L. Vázquez-Calzada, "Demographic Aspects of Migration" in Centro de Estudios Puertorriqueños, *Labor Migration Under Capitalism*, Monthly Review Press, New York, 1979.

14)- Ramón Grosfoguel, *Puerto Rico's Exceptionalism: Industrialization, Migration and Housing Development, 1950-1970*, thèse doctorale, Temple University, 1992 ; Barry B. Levine (ed.), *The Caribbean Exodus*, Praeger, New York, 1987 ; Centro de Estudios Puertorriqueños, *Labor Migration Under Capitalism*, op. cit.

15)- Alex Stepick et Alejandro Portes, "Flight into Despair...", op. cit.

16)- Alejandro Portes et Robert L. Bach, *Latin Journey*, op. cit. ; Silvia Pedraza-Bailey, *Political and Economic Migrants...*, op. cit.

dans les années quatre-vingt. De tels flux ont eu pour effet de réduire considérablement le pourcentage de Portoricains dans les entrées de Caribéens : de 79 % (soit 450 413) dans les années cinquante, ils sont descendus à 5 % (soit 57 217) dans les années soixante-dix.

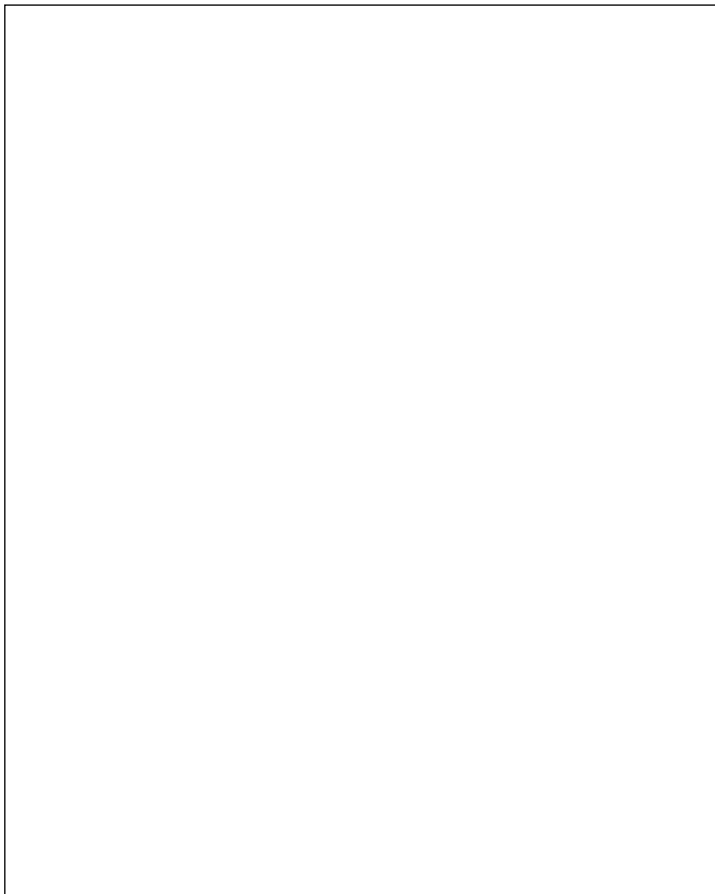
Différenciations de classe après 1960

En fonction de leurs origines de classe, les migrants caribéens ont connu de multiples formes d'incorporation dans le marché du travail de la société d'accueil. Bien que, au sein d'un seul groupe, puissent se manifester divers modes d'incorporation, chaque groupe présente une tendance dominante. À un extrême, il y a les Cubains émigrés entre 1959 et 1979, qui ont bénéficié de nombreux privilèges, et à l'autre les *boat people* haïtiens, arrivés en Floride à partir de 1977 après avoir traversé plus de mille kilomètres en haute mer sur des embarcations de fortune. Entre ces deux pôles, on trouve des modes d'incorporation intermédiaires : par exemple, les travailleurs qualifiés – ou "cols blancs" – venus de Jamaïque et d'Haïti entre 1965 et 1980. Pour leur part, les Portoricains ont connu les conditions socio-économiques parmi les plus défavorables de tous les groupes admis aux États-Unis.

Parmi les chercheurs, il y a un consensus pour dire que les Caribéens émigrés aux États-Unis depuis les années soixante sont, globalement, des travailleurs relativement qualifiés, urbains et bien formés, et qu'ils ont des revenus qui les situent nettement au-dessus des couches les plus pauvres de leurs pays d'origine⁽¹²⁾.

Pourtant il y a trois exceptions à cette règle. La principale est celle des Portoricains, qui représentent une anomalie, puisqu'ils viennent d'un territoire sous autorité constitutionnelle des États-Unis et possèdent la nationalité américaine. Or, si avant les années cinquante les migrants portoricains – bien que sous-payés – étaient souvent qualifiés et formés (et donc étaient les seuls aptes à payer le voyage⁽¹³⁾), après 1950 la réduction du prix du billet d'avion a rendu possible une migration de masse (le solde migratoire positif est de 587 535, entre les années cinquante et quatre-vingt) composée essentiellement de travailleurs non qualifiés, souvent d'origine rurale⁽¹⁴⁾. Dans les années quatre-vingt, il est vrai toutefois que les 200 000 Portoricains arrivés aux États-Unis représentaient une gamme beaucoup plus ample des couches sociales de l'île. Ils se sont majoritairement établis dans d'autres régions que celle de New York.

La deuxième exception majeure fut celle des *boat people* haïtiens, mentionnés plus haut. Ils étaient de 50 000 à 70 000 à débarquer entre 1977 et 1981⁽¹⁵⁾. La troisième fut l'arrivée de 125 000 Cubains en 1980 : ceux qu'on a appelés les "Marielitos", puisqu'ils sont passés par le port cubain de Mariel. Ils provenaient des strates les plus modestes de la société cubaine et étaient en majorité non qualifiés⁽¹⁶⁾.



Les départs de 600 000 Portoricains vers les USA entre 1945 et 1970 ont donné lieu à la première migration de masse par avion de l'histoire. Ici, un charter de travailleurs agricoles en 1946.

Les politiques de l'État américain envers les différents groupes de migrants caribéens ont clairement varié en fonction de considérations stratégiques régionales et mondiales⁽¹⁷⁾. Pour comprendre le contexte de réception des Cubains et des Portoricains durant la période de la guerre froide, il est crucial, par exemple, de comprendre comment les États-Unis cherchaient à augmenter leur capital de prestige vis-à-vis de l'Union soviétique dans la Caraïbe. L'installation des Cubains en Floride servait de "vitrine" géopolitique, d'argument de propagande contre le régime castriste, destiné notamment à faire naître des doutes parmi les Cubains qui restaient dans l'île⁽¹⁸⁾. Les émigrés cubains ont de ce fait reçu des milliards de dollars d'aides, pour créer des entreprises, pour améliorer leur formation, ou pour accéder à la propriété de leur logement⁽¹⁹⁾.

Porto Rico s'industrialise, et "exporte" ses chômeurs

À cette époque, l'industrialisation de Porto Rico par "invitation" de capitaux privés nord-américains était également conçue pour produire un effet "vitrine", destiné à montrer les vertus du développement capitaliste, par opposition au modèle soviétique en vigueur à Cuba⁽²⁰⁾. Ce

17)- Ramón Grosfoguel, "Migration and Geopolitics in the Greater Antilles: From the Cold War to the Post-Cold War," *Review*, Fernand Braudel Center, vol. 20, n° 1, 1997, pp. 115-45.

18)- Ramón Grosfoguel, "World Cities in the Caribbean: The Rise of Miami and San Juan", *Review*, vol. 17, n° 3, 1994, pp. 351-381.

19)- Jorge I. Domínguez, "Cooperating with the Enemy ? US Immigration Policies toward Cuba", in Christopher Mitchell (ed.), *Western Hemisphere Immigration and United States Foreign Policy*, Pennsylvania State University Press, 1992 ; Ramón Grosfoguel, "World Cities in the Caribbean...".

20)- Ramón Grosfoguel, "Migration and Geopolitics...".

21)- *Ibid.*

modèle d'industrialisation s'accompagnait d'une politique d'encouragement des départs vers le Nord, afin de diminuer les tensions sociales dans l'île en se débarrassant d'une partie des chômeurs⁽²¹⁾. Une telle politique a donné lieu à la première migration de masse par avion dans l'histoire : environ 600 000 Portoricains, en grande partie ruraux et non qualifiés, sont partis entre 1950 et 1970. Puisque seule comptait la vitrine, c'est-à-dire l'économie de l'île, les États-Unis y ont investi d'importantes ressources financières, tandis que les migrants sont partis vivre dans les ghettos urbains de la métropole dans des conditions socio-économiques souvent dramatiques.

Les travailleurs arrivés à New York en grand nombre à partir des années cinquante ont pu bénéficier de réseaux de solidarité portoricains ou "latinos" qui s'étaient constitués. Ils ont rencontré l'acceptation passive des autorités gouvernementales et un soutien institutionnel faible de l'office créé par le gouvernement portoricain : le *Migration Division Office*, qui était censé défendre leurs droits élémentaires. Leur réception par l'opinion publique fut largement hostile.

Les migrants portoricains ont souffert de logements insalubres et surpeuplés, d'un manque de soutien institutionnel à l'école et de piètres services de santé

Les nouveaux migrants ont souffert de logements insalubres et surpeuplés, d'un manque de soutien institutionnel pour réussir à l'école et de piètres services de santé. Dans la division du travail ethnoraciale de New York, les Portoricains occupaient le "créneau" des emplois manufacturiers mal payés : c'était le cas de plus de 50 % des actifs portoricains en 1960.

En réaction, pendant les années soixante, les Portoricains se sont organisés en syndicats et en mouvements pour l'égalité des droits. Mais la réussite de la syndicalisation a rendu la main-d'œuvre portoricaine "trop chère" pour un secteur manufacturier qui, de plus en plus, recourait à une main-d'œuvre informelle⁽²²⁾. En même temps, le Nord-Est des États-Unis, région où s'était établie la majorité des Portoricains, a connu un processus historique de désindustrialisation. De sorte que la majorité des emplois industriels sont partis vers des régions périphériques du monde entier, tandis que les emplois restants s'"informalisaient" : l'industrie manufacturière, toujours à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché, comptait de plus en plus sur des immigrés latinos récents, légaux ou illégaux, ayant encore moins de droits que les Portoricains.

22)- Sherri Grasmuck and Ramón Grosfoguel, "Geopolitics, Economic Niches, and Gendered Social Capital Among Recent Caribbean Immigrants in New York City", *Sociological Perspectives*, vol. 40, n° 3, 1997, pp. 339-363.

23)- *Ibid.*

Or, avec leur expulsion des emplois industriels, et à cause des carences d'un système scolaire qui les excluait, s'est formée une force de travail "superflue", ne pouvant pas se réinsérer dans le marché du travail formel⁽²³⁾. Il s'agit de ce groupe que beaucoup d'auteurs ont appelé une "sous-classe" (*underclass*) portoricaine, mais que je préfère dénommer "population racialisée déplacée". Ainsi selon de récentes études, seulement 14 % des Portoricains travaillent en usine tandis que

plus de 50 % sont soit sans emploi, soit non comptabilisés comme actifs⁽²⁴⁾. En 1993, environ 40 % du salariat portoricain était constitué d'une main-d'œuvre bon marché, employé dans le commerce de détail ou dans les services tels que la santé, les échelons subalternes de l'administration (publique ou privée) ou de l'éducation. En somme, de tous les groupes caribéens aux États-Unis, les Portoricains continuent d'afficher les taux de chômage les plus élevés, les taux d'activité les plus faibles et le niveau de pauvreté le plus critique.

24)- *Ibid.*

Les Portoricains et les mythes fondateurs de la nation américaine

La nationalité (*citizenship*) fut octroyée aux Portoricains en 1917, dans des circonstances de toute évidence liées à la Première Guerre mondiale (recrutement des jeunes gens portoricains par les forces armées). En dépit des droits citoyens que cette nationalité a apporté, les Portoricains sont devenus un groupe colonial racialisé au sein des États-Unis, en ne bénéficiant que d'une "citoyenneté de seconde zone".

Pourquoi les Portoricains subissent-ils cette discrimination et cette marginalisation en dépit du fait qu'ils possèdent la nationalité de la métropole et les droits citoyens afférents ? Pour répondre à cette question, il faut remonter dans l'histoire : dès la naissance de la République américaine, être "Américain" sous-entendait être "Blanc" – thème unificateur pour les immigrants européens d'origines diverses. Le mythe du *melting-pot* fut dominé, tacitement ou explicitement, par une ethnicité anglo-saxonne. Ainsi, la "race" devint un critère central d'inclusion – ou d'exclusion – des droits liés à l'appartenance à la "communauté imaginée" de la nation⁽²⁵⁾.

25)- Benedict Anderson, *L'imaginaire national*, trad., La Découverte, Paris, 1996 (original paru en 1983).

La classification sociale des peuples s'est effectuée sous l'hégémonie des "hommes blancs" dans un processus historique de longue durée, caractérisé par la domination colonialo-raciale. Comme le soutient le sociologue péruvien Aníbal Quijano, à propos des Amériques en général, les catégories de la modernité telles que la citoyenneté, la démocratie et l'identité nationale ont été historiquement construites à partir de deux oppositions constitutives : travail-capital et Européens-non Européens⁽²⁶⁾.

26)- Aníbal Quijano, "Colonialidad y Modernidad/Racionalidad", *Perú Indígena*, n° 29, 1991, pp. 11-21.

Les droits civiques, politiques et sociaux que la citoyenneté proposait aux membres de la communauté nationale, incluaient les classes travailleuses blanches, mais les groupes colonisés "internes" restèrent des citoyens de seconde catégorie. C'est ainsi que les luttes pour jouir des droits civiques ont été fondées sur la notion d'égalité et sur l'idée d'une pleine inclusion dans la communauté nationale.

Puisqu'il est devenu, grâce au mouvement des droits civiques, "politiquement incorrect" d'articuler un discours raciste fondé sur les



27)- Etienne Balibar, "Y a-t-il un 'néo-racisme' ?", in Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe, les identités ambiguës*, La Découverte, Paris, 1988 (1997) ; Paul Gilroy, *There Ain't No Black in the Union Jack: The Cultural Politics of Race and Nation*, Chicago University Press, Chicago, 1987.

28)- Oscar Lewis, *La Vida: A Puerto Rican Family in the Culture of Poverty*, Random House, New York, 1966.

29)- Kelvin Santiago, "Subject People" and Colonial Discourses, State University of New York Press, Albany, 1994.

traditionnelles distinctions biologiques entre les "races", une forme plus "discrète" de racisme, le racisme culturel, a émergé aux États-Unis, tout comme dans d'autres pays⁽²⁷⁾. Le racisme culturel part du présupposé que la "culture" métropolitaine est différente, supérieure, et, bien sûr, incompatible avec celles des minorités. Dans cette perspective, la pauvreté ou le chômage des Noirs américains et des Portoricains s'explique par la "culture" (coutumes, croyances, etc.) de ces groupes, réduite à une essence figée. L'argument de la "culture de la pauvreté" est une forme de racisme culturel, et les Portoricains furent parmi les premiers à en être l'objet dès 1966, dans le célèbre livre *La Vida* de l'ethnologue Oscar Lewis⁽²⁸⁾.

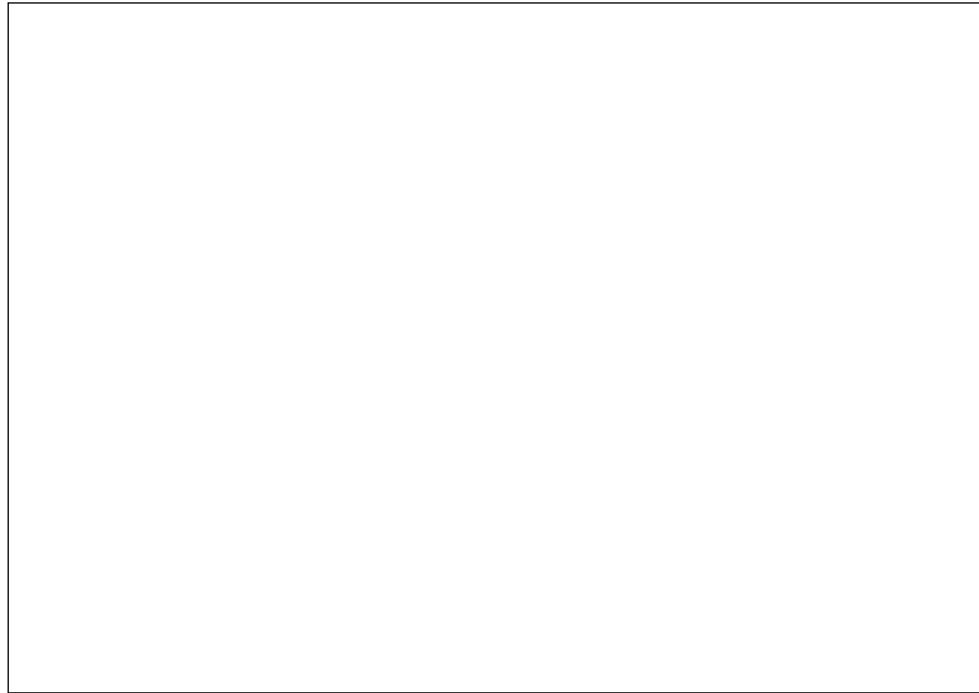
Les Américains blancs, qui ne peuvent pas classer les Portoricains dans une catégorie raciale fixe (ils ne sont ni "Blancs" ni "Noirs"), les ont néanmoins souvent perçus comme un Autre racialisé, une catégorie à part. Un tournant fut peut-être la diffusion de la comédie musicale *West Side Story*, dans laquelle les Portoricains étaient dépeints pour la première fois comme une minorité raciale distincte. Certes ce processus plonge ses racines historiques dans la domination coloniale dans l'île, mais il prend de nouvelles voies sur le continent⁽²⁹⁾.

Il ne fait pas de doute que la discrimination que doivent affronter les Afro-Portoricains est plus forte que celle que subissent les Portoricains au teint plus clair ; cependant, les Portoricains de tous les phénotypes passent obligatoirement par le labyrinthe de l'altérité raciale puisque dans l'imaginaire de beaucoup d'Américains blancs, ils portent les stigmates de la paresse, de la propension à la violence, parfois de la stupidité ou de la saleté.

L'héritage africain, occulté par les élites

Plusieurs groupes ethnoraciaux aux États-Unis ont revendiqué des identités "à trait d'union" afin de résister aux tentatives de dénégation de leurs droits en tant que citoyens : voyez le cas du terme "Afro-Américain" aujourd'hui répandu, ainsi que "Mexicain-Américain", "Koréen-Américain", etc. Seuls les Portoricains ont rejeté cet usage, car les personnes d'origine portoricaine nées sur le continent continuent à s'identifier comme Portoricains. L'expérience de la discrimination a renforcé un sentiment d'appartenance à un Porto Rico entendu comme "lieu d'origine imaginé", jusqu'à la troisième génération et au-delà. Ce sentiment est bien sûr facilité et renforcé par les réseaux familiaux et par une circulation perpétuelle entre l'île et la métropole.

Lorsque des Portoricains nés sur le continent visitent leur île, ils sont souvent regardés avec dédain comme des "Nuyoricains" (terme comparable à "Négropolitain" aux Antilles). Nombreux sont ceux – non seulement les intellectuels nationalistes de l'île mais aussi des membres ordinaires des classes moyennes – qui manifestent des diffi-



cultés à supporter l'hybridité culturelle des Portoricains du continent. En effet, les "Nuyoricans" lancent un défi à certaines représentations racistes et élitistes de l'identité portoricaine dans l'île, dans la mesure où ils sont désormais porteurs d'une culture hybride qui inclut des éléments de la culture afro-américaine. Ce qui menace les efforts de l'élite pour minimiser ou occulter un important héritage africain, en privilégiant leurs racines hispaniques et européennes.

Contrairement à ce qu'affirment certaines notions figées circulant abondamment dans l'île, il est impossible de considérer une langue (l'espagnol), ou tout autre trait culturel donné, comme fondement nécessaire de la "portoricité" : la preuve en est que nombre de Portoricains du continent pratiquent l'anglais mais ne maîtrisent pas l'espagnol. En outre, de nombreux Portoricains hispanophones des classes moyennes de l'île sont plus proches des pratiques sociales de la classe moyenne blanche nord-américaine que les Portoricains non hispanophones des ghettos urbains du continent.

Certains auteurs ont employé le terme "*commuter nation*" ("nation en aller-retour")⁽³⁰⁾ pour théoriser la circulation perpétuelle des personnes entre île et continent. Bien que l'étiquette portoricaine (sans trait d'union !) suggère l'idée d'une nation "déterritorialisée", il serait réducteur de considérer les identifications du continent comme un simple prolongement de celles produites dans l'île. Si, sur le continent, s'auto-identifier comme Portoricain exprime un défi aux hiérarchies ethno-raciales en place, dans l'île, les slogans de l'identité natio-

Les Portoricains mobilisent leurs droits en tant que citoyens de la métropole. Ici, vers 1970, le Syndicat international des travailleuses de la confection défile le jour de la parade portoricaine.

30)- Carlos Antonio Torre, Hugo Rodríguez-Vecchini and William Burgos (eds.), *The Commuter Nation*, Ed. de la Universidad de Puerto Rico, Río Piedras, 1994.

31)- Ramón Grosfoguel, Frances Negrón-Muntaner and Chloe Georas, "Beyond Nationalist and Colonialist Discourses: The *Jaiba* Politics of the Puerto Rican Ethno-Nation", in F. Negrón-Muntaner and Ramón Grosfoguel (eds.), *Puerto Rican Jam !: Rethinking Colonialism and Nationalism*, University of Minnesota Press, 1997.

32)- Arjun Appadurai, *Modernity at Large*, University of Minnesota Press, 1996.

33)- Linda Basch, Nina Glick Schiller et Cristina Szanton-Blanc, *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*, Gordon and Breach Publishers, Amsterdam, 1994.

34)- Ramón Grosfoguel, Frances Negrón-Muntaner and Chloe Georas, op. cit.

35)- Depuis 1952, Porto Rico possède le statut d'«État libre associé» (statut unique en son genre). C'est un territoire lié aux États-Unis par une Constitution commune, et incorporé dans le système fédéral sans y être représenté électoralement. Les Portoricains demeurent citoyens des États-Unis, ne paient pas l'impôt fédéral sur le revenu, mais circulent librement entre l'île et le continent. (N.d.T.)

nale portoricaine font désormais l'objet d'un consensus idéologique entre toutes les forces politiques⁽³¹⁾.

L'expérience migratoire, on le voit, a transformé les migrants en porteurs d'identités nouvelles, hybrides, syncrétiques. Désormais, les discours identitaires se forgent dans un espace transnational, en se fondant sur une appartenance double et apparemment contradictoire : le groupe ethnique et la nation. Lorsque les droits civiques ou sociaux sont en jeu, les Portoricains formulent leurs revendications en jouant souvent sur le registre ethnique au sein de l'État métropolitain ; lorsque l'enjeu tourne plutôt autour d'affirmations culturelles ou de revendications politiques, les Portoricains peuvent déployer un discours à résonance nationale qui véhicule des revendications d'autonomie.

Si ni l'idée de "nation" ni celle de "groupe ethnique" ne suffisent pour rendre compte des processus identitaires des Portoricains, peut-être les notions de "transnation"⁽³²⁾, de "transnationalisme"⁽³³⁾ ou d'"ethno-nation"⁽³⁴⁾ seront-elles plus adéquates. Du moins si nous entendons par ceux-ci une forme émergente d'identité hybride qui dépasse les catégories d'ethnicité et de nation, tout en les incorporant dans une même démarche. La notion d'ethno-nation se réfère davantage à un processus qu'à une réalité statique, puisqu'elle suppose le déploiement d'un double registre, l'accent étant tantôt mis sur l'un (l'ethnie), tantôt sur l'autre (la nation), selon le contexte politique. Même les plus nationalistes des Portoricains reproduisent les ambiguïtés du transnationalisme découlant de l'ambiguïté du statut de l'"État libre associé" de Porto Rico au sein du système politique étatsunien⁽³⁵⁾. Ainsi, les Portoricains mobilisent leurs droits en tant que citoyens de la métropole, afin de revendiquer l'accès à la totalité des programmes de ce même État fédéral, mais ils peuvent également jouer sur un registre plus nationaliste, pour défendre des droits culturels ou pour rejeter certaines pratiques aux États-Unis. En ce sens, l'expérience portoricaine illustre, plus clairement que d'autres, l'idée que les identités se manifestent comme des constructions, et que celles-ci sont liées à des stratégies politiques dans des champs de pouvoir donnés. ◀

Traduit de l'anglais par James Cohen.



James Cohen, "Les Portoricains et le *melting-pot* en panne"

► Dossier *Aperçus américains*, n° 1149, décembre 1991

Marta Tienda, "L'intégration des Hispaniques"

► Dossier *Fragments d'Amérique – Migrants et minorités aux USA*, n° 1162-63, février-mars 1993